

Succès important de la manifestation nationale pour la défense et l'amélioration des services publics

La manifestation nationale du 19 novembre appelée par la Fédération des collectifs pour la défense et le développement des services publics a rassemblé près de 30 000 personnes à Paris ; plusieurs manifestations ont également eu lieu en province sur le même sujet.

Ce succès s'inscrit dans la dynamique initiée par le Collectif de la Creuse qui avait été à l'initiative de la manifestation de Guéret le 5 mars dernier.

Depuis, les collectifs se sont fédérés, avec le soutien de diverses organisations (dont l'Union syndicale Solidaires) avec l'objectif de poser la question des services publics comme un enjeu de société.

Il s'agit de construire les convergences des luttes de défense des différents services publics, entre les usagers, les salariés et les élus.

Les services publics sont un outil indispensable pour un accès égalitaire de tous les citoyens aux droits fondamentaux que sont la santé, l'éducation, l'énergie, la communication, la culture ou les transports.

La présence, le développement et l'amélioration des services publics, dans les zones rurales comme dans les quartiers populaires, sont une des conditions de l'égalité pour toutes et tous, quels que soient les revenus, le lieu d'habitation ou la couleur de la peau.

Les services publics ne sont pas des marchandises : l'intérêt général doit rester au coeur de leurs missions : pour cette raison, ils doivent échapper à la logique du profit !

L'enjeu des services publics et le refus des privatisations seront au coeur des revendications des mobilisations annoncées dans les Finances le 29 novembre et à la SNCF à partir de ce soir, tout comme c'est le cas dans la lutte de la RTM à Marseille.

L'Union syndicale Solidaires appelle à soutenir ces actions de grève et à les amplifier.

La question d'un élargissement de ces mobilisations pour construire un mouvement « Tous ensemble » est posée.

Le Gouvernement a la responsabilité de répondre aux exigences posées par ces mobilisations et par les urgences sociales qui s'expriment partout.

S'il persiste à refuser de les entendre, il prend la responsabilité d'une exacerbation de la crise sociale dans notre pays.

Paris, le 21 novembre 2005